



# Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

## QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUÉBEC

QUEBEC, SAMEDI, 7 OCTOBRE 1911.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 461

PROVINCE DE QUEBEC.

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE  
EN CHANCELLERIE.

Québec, 4 octobre 1911.

Le vingt-unième jour de septembre mil neuf cent onze, Monsieur Pierre-Marie-Lactare Roy, étudiant en droit, de la ville de Lévis, comté de Lévis, a été élu député à l'Assemblée Législative de la province de Québec pour représenter le district électoral de Lévis.

L. G. DESJARDINS,  
3773 Greffier de la Couronne en Chancellerie.

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 29 septembre 1911, de nommer MM. Napoléon Pigeon, Charles Penniston et James Enright, estimateurs de la municipalité des Saints-Anges-de-Lachine, comté de Jacques-Cartier, en vertu des dispositions de l'article 728 du code municipal.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 7th OCTOBER, 1911

GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 3462

PROVINCE OF QUEBEC.

OFFICE OF THE CLERK OF THE CROWN IN  
CHANCERY.

Quebec, 4th October, 1911.

The twenty-first day of September, one thousand nine hundred and eleven, Pierre-Marie Lactare Roy, esquire, student-at-law, of the town of Lévis, county of Lévis, has been elected member of the Legislative Assembly of the province of Quebec to represent the electoral district of Lévis.

L. G. DESJARDINS,  
3774 Clerk of the Crown in Chancery.

Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, on the 29th of September, 1911, to appoint Messrs. Napoléon Pigeon, Charles Penniston and James Enright, valuers for the municipality of Saints-Anges-de-Lachine, county of Jacques Cartier, under the provisions of article 728 of the municipal code.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 29 septembre 1911, de nommer MM. Louis St Germain, fils, Léon Groulx et Théophile Laframboise, estuateurs de la paroisse de la Présentation de la Sainte Vierge de Dorval, comté de Jacques Cartier, en vertu des dispositions de l'article 728 du code municipal 3729

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du vingt-neuvième jour de septembre 1911, d'adjoindre à la commission de la paix pour le :

District de Montréal.—MM. Arthur D Shibley, greffier de la ville de Westmount, Pierre Bourquardz, cultivateur, de Saint-Lazare de Vaudreuil, Chénier Emond, propriétaire, de Montréal.

District de Montmagny.—M. Geo. Lizotte, cultivateur de la paroisse de Saint-Roch des Aulnais.

District de Rimouski.—M. Jean-Baptiste Moreau, cultivateur, de Saint-Damase de Matane. 3771

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR de révoquer la commission pour la décision sommaire des petites causes, en date du 23e jour de mars 1910, pour la paroisse de Notre-Dame de la Magdeleine de Laprairie, et de nommer par commission, en date du 29 septembre 1911, MM. Victor Barbeau et Hilaire Robert, cultivateurs, de la paroisse de Laprairie, Arsène Bourdon, sellier, et Joseph Brisson, maître de poste de la ville de Laprairie 3769

No 62 Elec.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

*Nomination d'un commissaire d'écoles.*

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un arrêté en conseil, en date du 29 septembre 1911, de nommer M. Thomas McAdam, commissaire d'écoles pour la municipalité de Saint-André paroisse, dans le comté d'Argenteuil.

No 386 Elec.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

*Nomination de deux commissaires d'écoles.*

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un arrêté en conseil, en date du 29 septembre 1911, de nommer MM. Norbert Fleurant et Adélar V. Gélinas, commissaires d'écoles pour la municipalité de Sainte-Clothilde de Horton, dans le comté de Arthabaska.

No 1752 Elec.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

*Nomination de cinq commissaires d'écoles.*

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un arrêté en conseil, en date du 29 septembre 1911, de nommer MM. Cyprien Bourgault, Amédée Gastonguay, Adalbert Dupont, Salluste Vaillancourt et Ferdinand Pelletier, commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint Adalbert, dans le comté de l'Islet. 3775

No 984 Elec

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

*Nomination d'un syndic d'écoles.*

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un arrêté en conseil, en date du 29 septembre 1911, de nommer M. J. W. Persons, commissaire d'écoles pour la municipalité de Saint-Lazare, dans le comté de Vaudreuil. 3777

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, on the 29th September, 1911, to appoint Messrs. Louis St Germain, junior, Léon Groulx and Théophile Laframboise, valuers for the parish of Présentation de la Sainte Vierge de Dorval, county of Jacques Cartier, under the provisions of article 728 of the municipal code. 3730

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the twenty ninth day of September, 1911, to associate to the commission of the peace for the :

District of Montreal.—Messrs. Arthur D. Shibley, clerk of the town of Westmount, Pierre Bourquardz, farmer, of Saint Lazare de Vaudreuil, Chénier Emond, proprietor, of Montreal.

District of Montmagny.—Mr. Geo. Lizotte, farmer, of the parish of Saint Roch des Aulnais.

District of Rimouski.—Mr. Jean Baptiste Moreau, farmer, of Saint Damase de Matane. 3772

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, to revoke the commission for the summary trial of small causes, dated the 23rd day of March, 1900 for the parish of Notre-Dame de la Magdeleine de Laprairie, and to appoint by commission, dated the 29th of September, 1911, Messrs. Victor Barbeau and Hilaire Robert, farmers, of the parish of Laprairie, Arsène Bourdon, saddler, and Joseph Brisson, post master, of the town of Laprairie. 3770

No. 62 Elec.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

*Appointment of a school commissioner.*

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 29th of September, 1911, to appoint Mr. Thomas McAdam, a school commissioner for the municipality of Saint André parish, in the county of Argenteuil.

No, 386 Elec.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

*Appointment of two school commissioners.*

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 29th of September, 1911, to appoint Messrs. Norbert Fleurant and Adélar V. Gélinas, school commissioners for the municipality of Sainte Clothilde de Horton, in the county of Arthabaska.

No. 1752 Elec.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

*Appointment of five school commissioners.*

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 29th of September, 1911, to appoint Messrs. Cyprien Bourgault, Amédée Gastonguay, Adalbert Dupont, Salluste Vaillancourt and Ferdinand Pelletier, school commissioners for the municipality of Saint Adalbert, in the county of L'Islet. 3776

No. 984 Elec.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

*Appointment of a school trustee.*

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 29th of September, 1911, to appoint Mr. J. W. Persons, a school commissioner for the municipality of Saint Lazare, in the county of Vaudreuil. 3778

## Proclamation

Canada,  
Province de }  
Québec.  
L. S.

F. LANGELIER.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A Nos Très-Aimés et Fidéles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le DIXIEME jour d'OCTOBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent onze, et à chacun de vous—SALUT.

## PROCLAMATION.

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la Province de Québec, se trouve convoquée pour le DIXIEME jour du mois d'OCTOBRE mil neuf cent onze, auquel temps vous étiez tenus et si vous étiez enjoint d'être présents à Notre dite Province ;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et la plus grande commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, le DIX-HUITIEME jour du mois de NOVEMBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS SE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR FRANÇOIS LANGELIER, Chevalier, Lieutenant-Gouverneur de Notre province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce DEUXIEME jour d'OCTOBRE, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent onze, et de Notre Règne la deuxième.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,  
Greffier de la Couronne en Chancellerie,  
Québec.

3467

## Avis du Gouvernement

## CHAMBRE DES COMMUNES.

RÈGLES CONDENSÉES RELATIVEMENT AUX AVIS DE BILLS PRIVÉS.

Toute demande de bills privés adressée au Parlement doit être annoncée par un avis publié dans la *Gazette du Canada*, exposant clairement et distinctement la nature et le but de la demande, être signée par ceux qui font la demande ou en leur nom, et porter l'adresse du signataire. Pour une loi de constitution, le nom de la compagnie projetée doit être donné dans l'avis. Si les ouvrages d'une compagnie quelconque doit être déclarée être à

## Proclamation

Canada,  
Province of }  
Quebec.  
[L. S.]

F. LANGELIER

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the TENTH day of the month of OCTOBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and eleven, you and each of you—GREETING

## PROCLAMATION

HEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the TENTH day of the month of NOVEMBER, one thousand nine hundred and eleven, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear

Now KNOW YE that, for divers causes and considerations and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on the EIGHTEENTH day of the month of NOVEMBER next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable SIR FRANÇOIS LANGELIER, Knight, Lieutenant Governor of Our province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this SECOND day of OCTOBER, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and eleven, and in the second year of Our Reign.

By order,

L. G. DESJARDINS,  
Clerk of Crown in Chancery,  
Quebec.

3468

## Government Notices

## HOUSE OF COMMONS.

CONDENSED RULES RESPECTING NOTICES FOR PRIVATE BILLS.

All applications to Parliament for Private Bills shall be advertised by a notice in the *Canada Gazette*, clearly and distinctly stating the nature and objects of the application, and signed by or on behalf of the applicants, with the address of the party signing the same. For an act of incorporation, the name of the proposed company shall be stated. If the works of any company are to be declared to be for the general advantage of Canada, the same

l'avantage général du Canada, la chose doit être formellement mentionnée dans l'avis ; et une copie de cet avis doit être expédiée par lettre recommandée au secrétaire de chaque comté ou municipalité qui peut être spécialement intéressé dans ses ouvrages, et aussi au secrétaire de la province dans laquelle ces travaux sont ou pourront être situés ; et la preuve de cet envoi s'établit au moyen d'une déclaration statutaire.

Outre l'avis publié comme susdit dans la *Gazette du Canada*, il doit être aussi publié un avis similaire dans un des principaux journaux, comme suit :

1. *Pour des lois de constitution en corporation :*

(a) d'une compagnie de chemin de fer ou de canaux ou d'une compagnie pour la construction de tout ouvrage spécial, ou pour obtenir des droits ou privilèges spéciaux—dans la principale localité du comté ou du district intéressé ;

(b) ou d'une compagnie de télégraphe ou de téléphone—dans la principale localité de chaque province où la compagnie se propose d'établir un service ;

(c) ou d'une compagnie de banque ; une compagnie d'assurance ; une compagnie de garantie ; une compagnie de prêts, ou une compagnie industrielle (sans pouvoirs spéciaux)—dans la *Gazette du Canada* seulement.

2. *Pour des amendements à des lois de constitution en corporation :*

(a) Pour le prolongement d'une ligne de chemin de fer ou d'un canal, ou d'embranchements de ces chemins de fer et canaux—dans la principale localité dans chaque comté intéressé ;

(b) Pour la remise en vigueur ou la continuation d'une charte ou d'une prorogation du délai fixé pour la construction d'ouvrages de toutes sortes, ou pour l'extension des pouvoirs d'une compagnie (lorsqu'elle n'implique pas la concession de nouveaux droits spéciaux)—au siège social de la compagnie ;

(c) Pour la concession de quelques droits ou privilèges spéciaux—dans les localités réellement intéressées.

Tous ces avis doivent être publiés au moins une fois par semaine durant une période de cinq semaines consécutives ; et lorsqu'ils sont publiés dans les provinces de Québec ou du Manitoba, ils doivent l'être dans les deux langues, anglaise et française ; et s'il n'y a pas de journal dans le droit intéressé, cet avis doit être donné dans l'endroit le plus rapproché où se publie un journal. La preuve de la publication s'établit en chaque cas par une déclaration statutaire qui doit être envoyée au greffier de la Chambre des Communes.

Pour autres détails concernant les avis, pétitions, droits à payer, forme et dépôt du bill, etc., s'adresser au greffier de la Chambre des Communes, à Ottawa, ou voir les règlements de la chambre relatifs aux bills privés tels que publiés dans la *Gazette du Canada*.

THOS. B. FLINT,  
3725 Greffier de la Chambre des Communes.

No 1326-11.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

*Délimitation de municipalités scolaires.*

Québec, 3 octobre 1911.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 20 septembre 1911, de détacher des municipalités scolaires de Causapscaal et de Saint Benoit Labre, comté de Matane, tout le territoire déjà compris dans les limites de la paroisse du Lac au Saumon et de l'annexer à celle de Saint-Edmond, (Lac au Saumon.)

3761

shall be specifically mentioned in the notice, and a copy of such notice shall be sent by registered letter to the clerk of each county or municipality which may be specially affected by such works, and also to the secretary of the province in which such works are, or may be located ; and proof of such service of notice shall be established by statutory declaration.

In addition to the notice in the *Canada Gazette* aforesaid, a similar notice shall be published in some leading newspaper, as follows :

1. *For acts of Incorporation.*

(a) Of a railway or canal company, or of a company for the construction of any special works, or for obtaining any special rights and privileges—in the principal place in each county or district affected ;

(b) Of a telegraph or telephone company—in the principal place in each province in which the company intends to operate ;

(c) Of banks, insurance, trust, loan or industrial companies (without and special powers)—Advertise in the *Canada Gazette* only.

2. *For amendments to acts of incorporation :*

(a) For the extension of a line of railway or canal or branches thereto.—In the principal place in each county affected ;

(b) For the revival or continuation of a charter or for extension of time for the construction of works of any kind, or for the enlargement of any of the powers of a company (not involving additional special powers)—at the head office of the company ;

(c) For the granting of any special powers or privileges—in the localities actually affected.

All such notices shall be published at least once a week for five consecutive weeks ; and in Quebec and Manitoba shall be published in both English and French ; and if there be no newspaper published in the locality affected, such notice shall be given in the next nearest locality wherein a newspaper is published. Proof of publication shall be established in each case by statutory declaration to be sent to the Clerk of the House.

For further particulars as to notices, petitions, fees, form and deposit of bill, etc., address the Clerk of the House of Commons, Ottawa, or see the Rules of the Commons relating to private bills as published in the *Canada Gazette*.

THOS. B. FLINT,  
3726 Clerk of the House of Commons.

No 1326-11.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

*Boundaries of school municipalities.*

Québec, 3rd October, 1911.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 20th September, 1911, for the purpose of detaching from the school municipalities of Causapscaal and of Saint Benoit Labre, county of Matane, all the territory already comprised within the limits of the parish of Lac au Saumon and of annexing same to that of Saint Edmond, (Lac au Saumon.)

3762

No 2420-10.

Québec, 3 octobre 1911.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 29 septembre 1911, de détacher de la municipalité scolaire de Maddington, comté d'Arthabaska, le bien-fonds ayant au cadastre officiel du canton de Bulstrode le No 13 E du 11ème rang, et de l'annexer à celle de Sainte-Anne du Sault.

3759

No 2050-10.

Québec, 3 octobre 1911.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 29 septembre 1911, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Rémi d'Amherst, comté d'Ottawa, les biens-fonds ayant au cadastre officiel du canton Amherst, les Nos 1 et suivants jusqu'à 9, inclusivement, du rang A, les Nos 1 jusqu'à 8, inclusivement, du rang I, et de les annexer à celle d'Addington, dans le même comté.

3757

## CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 29 septembre 1911.

Présent : Le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en Conseil.

Il est ordonné que les Ordres en Conseil No 879 de 1909 et No 176 de 1911, publiés dans la "Gazette Officielle de Québec" du 30 octobre 1909, (page 1911) et du 1er avril 1911, (page 814), respectivement, concernant l'octroi des permis d'exploitation de mines dans la province soient révoqués et remplacés par le suivant :

Sous l'autorité du par. 1er de l'article 2243 des R. S. P. Q., il est ordonné de plus, comme suit :

1° Des permis d'exploitation peuvent être accordés pour une étendue excédant 200 acres en superficie, pourvu que ce soit en faveur de personnes ou compagnies reconnues sérieuses, sur preuve suffisante de leurs moyens et des capitaux dont elles peuvent disposer.

2° La configuration des terrains couverts par ces permis est déterminée par l'honorable Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries.

GUSTAVE GRENIER,

3751

Greffier Conseil Exécutif.

Avis est par le présent donné que "The Saint George's Society of Quebec" a été licenciée et enregistrée pour faire les affaires d'une association charitable, telles que mentionnées dans ses articles d'incorporation.

Le principal bureau de l'association est à Québec. Donné conformément à l'article 6950, S. R. P. Q., 1909, ce vingt-huitième jour de septembre 1911.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,

Surintendant des assurances P. Q.

Branche des assurances,  
Département du Trésor.

3727

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par J. B. Gendreau, écuyer, notaire public, pratiquant et demeurant en la ville de Coaticook, comté de Stanstead, district de Saint-François, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu John Fraser, en son vivant notaire public, pratiquant en la dite ville de Coaticook, district de Saint-François, conformément aux dispositions du code du notariat.

JEREMIE L. DECARIE,

3779

Secrétaire de la province.

Québec, 30 septembre 1911.

Avis est par le présent donné que la compagnie appelée "Terra Nova Mines, Limited", corps public incorporé par lettres patentes, a été dissoute, conformément à une résolution des actionnaires,

No. 2420-10.

Quebec, 3rd October, 1911.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 29th September, 1911, to detach from the school municipality of Maddington, county of Arthabaska, the land known on the official cadastre of the township of Bulstrode as No. 13 E of the 11th range, and of annexing same to that of Sainte-Anne du Sault.

3760

No. 2050-10.

Quebec, 3rd October, 1911.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, under date of 29th September, 1911, to detach from the school municipality of Saint Rémi d'Amherst, county of Ottawa, the lots bearing on the official cadastre of the township Amherst, the Nos. 1 and following up to 9, inclusively, of range A, the Nos. 1 up to 8, inclusively, of range I, and to annex same to that of Addington, in the same county.

3758

## EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Quebec, 29th September, 1911.

Present: The LIEUTENANT GOVERNOR in Council.

It is ordered that Orders in Council No. 879 of 1909 and No. 176 of 1911, published in the "Quebec Official Gazette" of the 30th October, 1909, (page 1911) and of the 1st April, 1911, (page 814), respectively, concerning the granting of mining licenses in the province, be revoked and replaced by the following :

Under authority of par. 1 of article 2243 of the R. S. P. Q., it is further ordered, as follows :

1. Mining licenses may be granted for an area exceeding 200 acres in superficies, provided it be in favor of persons or companies known to be reputable, upon sufficient proof of their means and the capital at their disposal.

The configuration of lands covered by the said licenses shall be determined by the Honorable Minister of Colonization, Mines and Fisheries.

GUSTAVE GRENIER,

3752

Clerk, Executive Council.

Notice is hereby given that the "Saint George's Society of Quebec" has been licensed and registered to transact the business of a charitable association, as set forth in its articles of incorporation.

The head office of the association is in Quebec.

Given pursuant to article 6950, R. S. P. Q., 1909, this twenty-eighth day of September, 1911.

For the treasurer of the province of Québec.

WILLIAM CHUBB,

Superintendent of insurance P. Q.

Insurance Branch,

Treasury department.

3728

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Québec, by J. B. Gendreau, esquire, notary public, residing and practising in the town of Coaticook, county of Stanstead, district of Saint Francis, by which he asks for the transfer in his favor, of the minutes, repertory and index of the late John Fraser, in his lifetime notary public, practising in the town of Coaticook, aforesaid district, in accordance with the provisions of the notarial code.

JEREMIE L. DECARIE,

3780

Provincial Secretary.

Quebec, 30th September, 1911.

Notice is hereby given that the company called "Terra Nova Mines, Limited", a public corporation incorporated by letters patent, has been dissolved, in conformity with a resolution of the share-

passée à une assemblée tenue le 1er septembre 1911.

3749

JOS. DUMONT,  
Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-huitième jour de septembre 1911, constituant en corporation MM. Andrew West Murray, comptable, Frances Louise Martel, marchande, Florence Rose Chabot, teneur de livres, Martha Kennedy, sténographe, et Willis Thistle, étudiant en droit, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Ouvrir, conduire et mettre en opération des magasins pour la vente de toute sorte de vêtements pour l'usage des hommes, jeunes gens et garçons, et mettre en opération des établissements de tailleurs et de confectionneurs de toute sorte ;

Faire les affaires de marchands de marchandises sèches de toute sorte et description, y compris les articles pour usage personnel, et vêtements, habillements complets et merceries de toute sorte ;

Manufacturer, vendre des étoffes de toute description y compris les articles d'usage personnel, soit en gros ou en détail, et faire le commerce de marchandises de toute sorte et description, et en disposer ;

Faire aucune des affaires ci-dessus décrites dans un ou plusieurs magasins ou ateliers, et pour les fins d'icelles, émettre, vendre le stock de la compagnie en séries, chaque série ayant rapport à un seul magasin, atelier, manufacture ou entrepôt, et avec les droits et recours des actionnaires limités au placement dans les établissements pour lesquels telles séries du stock est émis, et en disposer ;

Faire toutes telle affaires et choses qui peuvent être nécessaires, propres ou en rapport à l'exercice le plus complet des pouvoirs ci-dessus donnés ;

Acquérir le stock, actions, débetures ou obligations de toute compagnie incorporée ou non incorporée, formée et organisée pour les mêmes fins ou y ayant rapport, et en échange pour le stock, obligations, débetures ou autre forme de garantie de la compagnie ou toute autre considération bonne et valable ;

Louer, vendre et échanger ou disposer autrement de la propriété de la compagnie, en tout ou en partie, et pour toute considération bonne et valable, et par tout contrat en bonne et due forme, sous le nom de "Fit Rite Tailoring Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-huitième jour de septembre 1911.

3739

JOS. DUMONT,  
Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour de septembre 1911, constituant en corporation MM. Jules Durand, hôtelier, Charles Jacob, fabricant, Moïse Bessette, comptable, Oscar Proulx, entrepreneur, Wilfrid J. Proulx, notaire, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Faire le commerce de fabricants et d'embouteilleurs en gros et en détail de soda water, bière de gingembre, et de toutes sortes de breuvages simples ou sucrés, eaux naturelles, eaux minérales naturelles et artificielles, eaux médicamenteuses, sirops, essences et de tous articles se rattachant au dit commerce, y compris les fontaines à soda, appareils, fournitures et autres accessoires, bouteilles, jarres, cruches, boîtes, paniers pour la distribution de ces articles ;

Faire le commerce de ces articles tant pour leur propre compte que comme facteur et marchand à commission ;

holders, passed at a meeting held on the 1st of September, 1911.

3750

JOS. DUMONT,  
Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty eighth day of September 1911, incorporating Messrs. Andrew West Murray, accountant, Frances Louise Martel, merchant, Florence Rose Chabot, book-keeper, Martha Kennedy, stenographer, and Willis Thistle, student at law, all of the city of Montreal, for the following purposes :

To open, conduct and carry on stores for the sale of garments of every description for the use of men, youths and boys, and to carry on general tailoring and outfitting establishment of every kind ;

To carry on business as dealers in dry goods of every kind and description, including articles for personal use and wear, suits and haberdashers of all kinds ;

To manufacture, sell and dispose of clothing of all description including articles of personal wear, whether by wholesale or retail, and to deal in merchandise of every kind and description ;

To carry on any business of the kind hereinabove described in one or more stores or shops, and for the purposes thereof to issue, sell and dispose of the stock of the company in series, each series having reference to a single store, shop, manufactory or warehouse and with the rights and recourse of the shareholders limited to the investment in the establishments for which such series of stock is issued ;

To do all such matters and things as may be necessary, proper or incidental to the more complete exercise of the powers hereinabove given.

To acquire the stock, shares, debentures or bonds of any company incorporated or unincorporated, formed and organized for like or kindred purposes, and in exchange for the stock, bonds, debentures or other form of security of the company or any other good and valuable consideration ;

To lease, sell and exchange or otherwise dispose of the property of the company, in whole or in part, and for any good and valuable consideration, and by any good and lawful form of contract, under the name of "Fit Rite Tailoring Limited", with a total capital of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the secretary of the province, this twenty eighth day of September, 1911.

3740

J. S. DUMONT,  
Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the nineteenth day of September, 1911, incorporating Messrs. Jules Durand, hotelkeeper, Charles Jacob, manufacturer, Moïse Bessette, accountant, Oscar Proulx, contractor, Wilfrid J. Proulx, notary, of the city of Montreal, for the following purposes :

To carry on wholesale and retail the business of manufacturers and bottlers of soda water, ginger beer and all kinds of plain or sweetened beverages, natural waters, natural mineral and artificial waters, aerated waters, syrups, essences and any articles connected with the said business, including soda water fountains, apparatus, furnishings and other accessories, bottles, jars, jugs, boxes, baskets for the distribution of such articles ;

To deal in the said articles both on their own account and as agent and commission merchant ;

Acquérir par achat ou autrement l'actif mobilier ou immobilier de toute personne ou corporation exerçant une industrie similaire, ou se rattachant à un des objets que poursuit la compagnie, et donner en paiement de l'argent ou des actions libérées de la compagnie, suivant que les directeurs le jugeront à propos ;

Acquérir et exploiter des droits exclusifs, brevets d'invention, marque de commerce ou de fabrique, concessions et privilège se rattachant à l'entreprise de la compagnie, et les vendre, et les louer, ou les affermer ;

Acquérir des immeubles, les hypothéquer et les vendre ou échanger en tant qu'il peut être nécessaire ou utile à la compagnie ;

Payer pour tous services rendus en rapport avec la souscription du capital-actions, l'organisation ou l'administration de la compagnie, en actions libérées de cette dernière, sous le nom de "Frisco Soda Water Company", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000 00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100 00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté au bureau du secrétaire de la province, ce dix-huitième jour de septembre 1911.

ALEXANDRE DESMEULES,

3689-2 Sous-secrétaire de la province par intérim.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dix-huitième jour de septembre 1911, constituant en corporation MM. Alphonse Demers, propriétaire de théâtre, Blaise Montéand, propriétaire de théâtre, Montréal, Théodore Raoul Perrault, machiniste, Viauville, Wilfrid Hudon, employé civil, Montréal, et Jean Benjamin Latour, notaire, de Sainte-Rose, dans les buts suivants :

Posséder, opérer et exploiter des salles de vues animées, d'amusements, de représentations théâtrales et de tout genre d'amusement autorisés par la loi, chansons, déclamations, vaudevilles, opérettes, drames, comédies, musique, dans des lieux, places et endroit convenablement aménagés pour ces fins ;

Acheter ou acquérir, vendre, louer, engager, échanger, utiliser, réparer et exploiter théâtres, acteurs, accessoires de scène, machines cinématographiques, appareils, inventions, instruments de musique, films et accessoires pour l'opérations de ces instruments, machines parlantes, vues illustrées, vues automatiques, boîtes automatiques, appareils photographiques et accessoires, ainsi que tous genres d'instruments et d'appareils se rapportant aux affaires de la compagnie ;

Construire, acquérir, posséder, louer, donner à loyer, acheter, vendre, échanger ou disposer de toutes manières, des immeubles ou propriétés et constructions pour les fins des affaires de la compagnie ;

Produire, faire et exploiter tous genres de pouvoirs électriques ou autres pour les fins de la compagnie ;

Agir comme agent de compagnie ou compagnies, de personne ou personnes engagées dans la fabrication et la vente d'appareils et accessoires nécessaires aux affaires de la compagnie ;

Acheter, acquérir, posséder et exploiter droits, patentes de toutes sortes en rapport avec les affaires de la compagnie ;

Agir comme bureau de placement ou de contrôle pour opérateurs, chanteurs, artistes, acteurs, troupes, vaudevilles et autres genres de représentations ;

Se joindre à d'autres compagnies ayant un but semblable à celle-ci, vendre et disposer de tout ou en partie pour des considérations profitables à la compagnie, quand les directeurs jugeront convenable et en particulier des actions, stocks, débetures ou sûretés de toutes autres compagnies ayant des objets comme ci-haut ;

To acquire by purchase or otherwise the moveable or immovable assets of any person or corporation carrying on a similar business or connected with any of the objects carried on by the company, and give in payment of same, cash or paid up shares of the company, according as the directors may deem advisable ;

To acquire and exploit exclusive rights, patents of invention, trade marks or marks, concessions and privileges connected with the undertaking of the company, and sell, lease or rent same ;

To acquire immovables, hypothecate and sell or exchange same as may be necessary or useful for the company ;

To pay for any services rendered concerning the subscription of the capital stock, organization or management of the company, with paid up shares of the latter, under the name of "Frisco Soda Water Company", with a total capital of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the secretary of the province, this eighteenth day of September 1911.

ALEXANDRE DESMEULES,

3690 Acting Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the eighteenth day of September, 1911, incorporating Messrs. Alphonse Demers, theatre proprietor, Blaise Montéand, theatre proprietor, Montreal, Théodore Raoul Perrault, machinist, Viauville, Wilfrid Hudon, civil employe, Montreal, and Jean Benjamin Latour, notary, Sainte Rose, for the following purposes :

To hold, operate and exploit halls for moving pictures, entertainments, theatrical performances and any kind of amusement authorized by law, songs, recitations, vaudeville, operettes, dramas, comedies, music, in the places and localities suitably furnished for such purposes ;

To purchase or acquire, sell, lease, pledge, exchange, use, repair and exploit theatres, actors, scenic accessories, cinematograph machines, apparatus, inventions, musical instruments, films and accessories for operating such instruments, gramophones, illustrated views, automatic views, automatic boxes, photographic apparatus and accessories and any kind of instruments and apparatus in connection with the business of the company ;

To construct, acquire, hold, lease, let, purchase, sell, exchange or dispose of in any manner, immovables or property and structures for the purposes of the business of the company ;

To produce, generate and exploit any kind of electric or other power for the purposes of the company ;

To act as the agent of a company or companies, person or persons engaged in the manufacture and sale of apparatus and accessories necessary for the business of the company ;

To purchase, acquire, hold and exploit rights, patents of all kinds in connection with the business of the company ;

To act as a booking or controlling agency for operators, singers, artists, actors, troupes, vaudeville and other kinds of entertainments ;

To amalgamate with other companies having a similar purpose to that of this company, sell and dispose of the whole or in part for advantageous considerations to the company, when the directors deem advisable, and in particular shares, stocks, debentures or securities of any other companies having objects similar to the aforesaid ;

Se procurer, posséder, acheter et exploiter droits, goodwill, propriétés et actif et assumer les responsabilités et dettes de tout ou en partie de personne ou personnes, compagnie ou compagnies, associations ou corporations maintenant ou plus tard engagées en tout ou en partie dans toutes les affaires que la compagnie est autorisée à faire et acheter, posséder et exploiter, franchises, patentes, permis ou autres inventions servant les besoins de la compagnie ;

Donner et délivrer des parts payées de la compagnie en paiement de tout ou en partie de prix d'achat de toute propriété, immeubles ou en paiement de services rendus et ouvrages faits pour la compagnie et acheter bons, débetures, stocks, propriété, actif de personne ou personnes, compagnie ou compagnies ayant objet semblable à celui de la compagnie ;

Donner et délivrer des parts payées en paiement de tout ou en partie pour l'acquisition de la salle de vues animées connue sous le nom "Nationoscope", étant la propriété de Demers & Montesano, et en assumer les obligations, dettes ou autres redevances.

Les opérations de la compagnie seront faites dans toute la province de Québec, sous le nom de "Nationoscope Limitée", avec un capital total de quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent cinquante piastres (\$99,950.00), divisé en mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (1999) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-huitième jour de septembre 1911.

ALEXANDRE DESMEULES.

3703-2 Sous-secrétaire de la province par intérim.

#### EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS DU CONSEIL LEGISLATIF.

##### *Relatifs aux avis de Bill Privés*

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ; soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies a fonds social ; incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le re-arpenage de tout canton, signe ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers du pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société ; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte intérieur, — exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré pour la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'inter-

To procure, hold, purchase and exploit the rights, goodwill, property and assets, and assume the obligations and debts in whole or in part of any person or persons, company or companies, associations or corporations presently or hereafter engaged in whole or in part in any business that the company is authorized to do, and purchase, hold and exploit franchises, patents, licenses or other inventions useful for the needs of the company ;

To give and deliver paid up shares of the company in whole or part payment of the purchase price of any property, immoveables, or in payment for services rendered and work performed for the company, and purchase bonds, debentures, stocks, property, assets of any person or persons, company or companies having a similar object to that of the company ;

To give and deliver paid up shares in whole or part payment for the acquisition of the moving picture hall known under the name of "Nationoscope", being the property of Demers & Montesano, and assume the obligations, debts or other claims thereof.

The operations of the company to be carried on throughout the province of Quebec, under the name of "Nationoscope Limitée", with a total capital of ninety nine thousand nine hundred and fifty dollars (\$99,950.00), divided into one thousand nine hundred and ninety nine (1999) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of September, 1911.

ALEXANDRE DESMEULES,

3704 Acting Deputy Provincial Secretary.

#### EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

##### *Relating to notices for Private Bills.*

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbor, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying gas or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city town, village or other municipality, the levying of any local assessment the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices ; the regulation or any common the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one news paper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there but one paper ; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of

valle de temps écoulé entre la clôture de la session récéder de la prise en considération de la pétition.

54.- Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.- Les dépenses et les frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

R. CAMPBELL,

3463

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

*Bill privés*

51. Toute demande de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour la concession d'un droit de passage d'une river

time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall up giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending private bills giving an exclusive privilege or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public, accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended: and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend some act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same shall be paid in each house.

R. CAMPBELL,

3464

C. L. O.

LEGISLATIVE ASSEMBLY

*Private Bills*

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Québec within the purview of "The British North America Act 1867," whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Com-

à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations instantes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en anglais et en français, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne ; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être publié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération, de la pétition ; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elle réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois ; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention et ces lettres patentes doit y être annexée.

2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer [ou de compagnies d'assurance], ne doivent contenir, en sus de clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogoires aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer [ou à la loi des assurances de Québec], suivant la circonstance ; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre ; et les bills relatifs à la constitution en corporation de compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront

pany ; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality ; the levying of any local Assessment ; the division of any Municipality or any County for purposes other than that of the representation in the Legislature ; the removal of the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession ; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community ; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application

2 Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected ; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, [or of Insurance Companies], shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railway, [or the Quebec Insurance Act], as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised

Plans showing the routes of such Railways turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such

être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, d'architecte, d'ingénieur civil, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

"5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre indiquant en que il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelq'amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, quinze jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centimes par page pour la correction et la revision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

"2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, architect, civil engineer, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desires to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee.

"5a. All copies of Private Bills deposited to the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expenses.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, of corporate advantage, or for any amendment of any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, fifteen days before the opening of the Session a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 250 copies in English and 500 copies in French, an also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

"2. The applicant shall pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

"3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least fifteen days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first five days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or to amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

L. G. DESJARDINS,

Greffier de l'Assemblée Législative.

L. G. DESJARDINS,

Clerk of the Legislative Assembly

## ERRATUM.

A la page 1714, de la "Gazette Officielle" du vingt-troisième jour de septembre 1911, lisez : "The Montreal Vehicular Traffic Association Incorporated", au lieu de "The Montreal Vehicular Traffic Company". 3741

## Avis Divers

ASSEMBLEE ANNUELLE DES ACTIONNAIRES DE "THE LEVIS COUNTY RAILWAY".

L'assemblée annuelle des actionnaires de "The Levis County Railway" pour l'élection des directeurs et la transaction d'autres affaires, aura lieu à l'hôtel de ville, dans la ville de Lévis, dans la province de Québec, mercredi, le dix-huitième jour d'octobre 1911, à 10.30 A. M.

E. A. MACNUTT,  
Secrétaire-trésorier.

Montréal, Can., 30 septembre 1911. 3731

COMPAGNIE DE CHEMIN DE FER  
QUEBEC CENTRAL.

Avis est par le présent donné que l'assemblée générale annuelle de la compagnie du chemin de fer Québec Central, aura lieu à Londres, dans le bureau de la compagnie, Winchester House old Broad street E. C., mercredi, le 18e jour d'octobre 1911, à midi, pour recevoir le rapport des directeurs et l'état des comptes pour l'année finissant le 30 juin 1911, et pour l'élection des directeurs.

Les livres de transfert seront clos à 3 heures p. m., le 3 octobre 1911, et seront ouverts de nouveau à 10 heures a. m., le 19 octobre 1911.

Par ordre,

EDWARD DENT,  
Président.  
CHAS. D. BRASSEY,  
Secrétaire.

Winchester House old Broad street E. C.  
Londres, 20 septembre 1911. 3671-3

Province de Québec, }  
District d'Ottawa. } *Cour Supérieure.*  
No 3020.

Dame Edouardina Milot, épouse commune en biens de Louis Vézina, plombier, de la cité de Hull, district d'Ottawa, dûment autorisée à ester en justice, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit mari.

ARTHUR DESJARDINS,  
Procureur de la demanderesse.

Hull, 28 septembre 1911. 3733

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 4259.

Dame Marie Masurel, des cité et district de Montréal, épouse de André Alfred Mathon, négociant, du même lieu, dûment autorisée aux fins des présentes,  
Demanderesse ;

vs

Le dit André Alfred Mathon, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, contre le défendeur.

BISAILLON & BROSSARD,  
Avocats de la demanderesse.

Montréal, 2 octobre 1911. 3781

## ERRATUM.

On page 1714, of the "Official Gazette" of the twenty third day of September, 1911, read : "The Montreal Vehicular Traffic Association Incorporated, instead of "The Montreal Vehicular Traffic Company". 3742

## Miscellaneous Notices

THE LEVIS COUNTY RAILWAY, ANNUAL MEETING OF STOCKHOLDERS.

The Annual Meeting of the Stockholders of the Levis County Railway for the election of directors and the transaction of other business will be held at the Town Hall, in the town of Lévis, in the province of Quebec, on Wednesday, the eighteenth day of October, 1911, at 10.30 A. M.

E. A. MACNUTT,  
Secretary treasurer.

Montreal, Can., 30th September, 1911. 3732

QUEBEC CENTRAL RAILWAY  
COMPANY.

Notice is hereby given that the annual general meeting of the Quebec Central Railway Company, will be held in London, at the office of the Company, Winchester House old Broad street E. C., on Wednesday, the 18th day of October, 1911, at 12 o'clock noon, to receive the report of the directors and statement of accounts for the year ending 30th June, 1911, and to elect directors.

The transfer books will be closed at 3 p. m., on 3rd October, 1911, and will reopen at 10 a. m., on 19th October, 1911.

By order,

EDWARD DENT,  
President.  
CHAS. D. BRASSEY,  
Secretary.

Winchester House old Broad street E. C.  
London, 20th September, 1911. 3672

Province of Quebec, }  
District of Ottawa. } *Superior Court.*  
No. 3020.

Dame Edouardina Milot, wife common as to property of Louis Vézina, plumber, of the city of Hull, district of Ottawa, duly authorized to sued, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

ARTHUR DESJARDINS,  
Attorney for plaintiff.

Hull, 28th September, 1911. 3734

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 4259.

Dame Marie Masurel, of the city and district of Montreal, wife of André Alfred Mathon, of the same place, trader, duly authorized for the purposes herein,  
Plaintiff ;

vs

The said André Alfred Mathon, Defendant.  
An action for separation as to property has been instituted, this day, against the defendant.

BISAILLON & BROSSARD,  
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 2nd October, 1911. 3782

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 3374.

Dame Auréa Gauthier, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Joseph Paquin, commerçant, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari.

J. B. BISSONNETTE,  
Avocat de la demanderesse.  
Montréal, 14 septembre 1911. 3655-3

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 714, Dame Théodora Petit, des cité et district de Montréal, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son mari, Louis E. Roberge, épiciier, du même lieu.

GOYETTE & TRUDEAU,  
Procureurs de la demanderesse.  
Montréal, 1er septembre 1911. 3619-3

Province de Québec, }  
District de Beauce. } *Cour Supérieure.*  
No 284.

Obéline Roy, épouse commune en biens de Napoléon Lachance, cultivateur, de la paroisse de Saint-Gédéon, Demanderesse ;

vs

Le dit Napoléon Lachance, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, contre le défendeur.

VEZINA & FERRON,  
P. C. S.

Vraie copie,  
Arthur Godbout,  
Procureur de la demanderesse.  
Saint-Joseph, Beauce, 28 juillet 1911. 3585.4

Province de Québec, }  
District de Bedford. } *Cour Supérieure.*  
No. 8663.

Dame Nora G. Dufur, épouse commune en biens d'Augustus Brown, artisan, tous deux du canton de Sutton, district de Bedford, et dûment autorisée aux fins des présentes, Demanderesse ;

vs

Le dit Augustus Brown, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour.

F. X. A. GIROUX,  
Avocat de la demanderesse.  
Sweetsburg, 5 septembre 1911. 3581.4

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 745.

Dame Ethy Katie Greenberg, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Morris Paul Darwin, négociant, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, a intenté, ce jour, une action en séparation de biens contre le dit Morris Paul Darwin, du même lieu, son époux.

PERRON, TASCHEREAU,  
RINFRET & GENEST,  
Procureurs de la demanderesse.  
Montréal, 30 août 1911. 3521-5

Province de Québec, }  
District d'Ottawa. } *Cour Supérieure.*  
No 3011.

Dame Mathilda Maloney, épouse commune en biens de Philippe Alphonse Mahoney, mineur, tous deux de la ville de Buckingham, du district d'Ottawa, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre son dit époux.

J. TALBOT,  
Procureur de la demanderesse.  
Hull, 29 août 1911. 3579.4

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 3374.

Dame Auréa Gauthier, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Joseph Paquin, trader, of the same place, and duly authorized "à ester en justice", has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

J. B. BISSONNETTE,  
Attorney for plaintiff.  
Montreal, 14th September 1911. 8656

Province of Quebec, district of Montreal, superior court, No. 714, Dame Théodora Petit, of the city and district of Montreal, has instituted, this day, an action for separation as to property against her husband, Louis E. Roberge, grocer, of the same place.

GOYETTE & TRUDEAU,  
Attorneys for plaintiff.  
Montreal, 1st September, 1911. 3620

Province of Quebec, }  
District of Beauce. } *Superior Court.*  
No. 284.

Obéline Roy, wife common as to property of Napoléon Lachance, farmer, of the parish of Saint Gédéon, Plaintiff ;

vs

The said Napoléon Lachance, Defendant.  
An action for separation as to property has been instituted, this day, against the defendant.

VEZINA & FERRON,  
P. S. C.

True copie,  
Arthur Godbout,  
Attorney for plaintiff.  
Saint Joseph, Beauce, 28th July, 1911. 3586

Province of Quebec, }  
District of Bedford. } *Superior Court.*  
No. 8663.

Dame Nora G. Dufur, of the township of Sutton, in the district of Bedford, wife common as to property of Augustus Brown, of the same place, mechanic, and duly authorized for the purposes hereof, Plaintiff ;

vs

The said Augustus Brown, Defendant,  
An action for separation as to property has been instituted, this day.

F. X. A. GIROUX,  
Attorney for plaintiff.  
Sweetsburg, 5th September, 1911. 3582

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 745.

Dame Ethy Katie Greenberg, of the city and district of Montreal, the wife common as to property, of Morris Paul Darwin, trader, of the same place, being duly authorized so to do, has this day, brought an action for separation as to property against the said Morris Paul Darwin, of the same place, her husband.

PERRON, TASCHEREAU,  
RINFRET & GENEST,  
Attorneys for plaintiff.  
Montreal, 30th August, 1911. 3522

Province of Quebec, }  
District of Ottawa. } *Superior Court.*  
No. 3011.

Dame Mathilda Maloney, wife common as to property of Philippe Alphonse Mahoney, minor, both of the town of Buckingham, in the district of Ottawa, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

J. TALBOT,  
Attorney for plaintiff.  
Hull, 29th August, 1911. 3580

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 No 1560.  
 Dame Mary Smith, de la ville de Dorval, dans le  
 district de Montréal, épouse commune en biens  
 de Albert Parr, autrefois commerçant, du même  
 lieu, dûment autorisée à ester en justice,  
 Demanderesse ;  
 vs  
 Le dit Albert Parr, Défendeur.  
 Une action en séparation de biens a été intentée  
 en cette cause le 30 août 1911.  
 BROWN & STAVELEY,  
 Procureurs de la demanderesse.  
 Montréal, 6 septembre 1911. 3549.5

Province de Québec, }  
 District de Québec. } *Cour Supérieure*  
 No 1121.  
 Dame Clara Boyd, de Valcartier, épouse commune  
 en biens de John Todd, ci-devant du même en-  
 droit, mais maintenant de lieux inconnus, cultiva-  
 teur, dûment autorisée à ester en justice,  
 Demanderesse ;  
 vs  
 Le dit John Todd, ci-devant de Valcartier, mais  
 maintenant de lieux inconnus, Défendeur.  
 Une action en séparation de corps et de biens  
 contre le défendeur a été intentée en cette cause  
 le deuxième jour de septembre 1911.  
 PENTLAND, STUART & BRODIE,  
 Procureurs de la demanderesse.  
 Québec, 7 septembre 1911. 3563.5

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 No 1934.  
 Maria Fréchette, des cité et district de Montréal,  
 épouse de Zotique Gauthier, du même lieu, a, ce  
 jour, institué une action en séparation de biens à  
 son dit époux.  
 MONTY & DURANLEAU,  
 Avocats de la demanderesse.  
 Montréal, 2 septembre 1911. 3533-5

### Avis de Faillites

#### *District de Rimouski.*

*In re* George Durette, Rimouski, Insolvable.  
 Avis est donné par les présentes qu'en date du  
 30 septembre 1911, j'ai été nommé curateur aux  
 biens de cette succession.  
 Toutes personnes ayant des réclamations contre  
 cette succession sont requises de les produire, dû-  
 ment assermentées, entre mes mains, dans les  
 trente jours de cette date.

EDOUARD LETENDRE,  
 Curateur.  
 Rimouski, 30 septembre 1911. 3737

Province de Québec, }  
 District de Joliette. } *Cour Supérieure.*  
 Re Sylvio Roch, pharmacien, de Saint Gabriel de  
 Brandon, Failli ;  
 et  
 J. A. Trothwood Richards, comptable, de Montréal,  
 Requéran.  
 Avis est par les présentes donné que le sus-  
 nommé a fait, ce jour, un abandon judiciaire de  
 ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au  
 bureau du protonotaire de la cour supérieure pour  
 le district de Joliette, à Joliette, dit district.  
 CHARTRAND & TURGEON,  
 Sub. gardiens provisoires.  
 Bureau de Chartrand & Turgeon,  
 55, Saint-François-Xavier, Montréal.  
 Joliette, 29 septembre 1911. 3743

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 No. 1560.  
 Dame Mary Smith, of the town of Dorval, in the  
 district of Montreal, wife common as to property  
 of Albert Parr, of the same place, heretofore  
 trader, duly authorized to ester en justice,  
 Plaintiff ;  
 vs  
 The said Albert Parr, Defendant.  
 An action for separation as to property has been  
 instituted in this cause on the 30th August, 1911.  
 BROWN & STAVELEY,  
 Attorneys for plaintiff.  
 Montreal, 6th September, 1911. 3550

Province of Quebec, }  
 District of Quebec. } *Superior Court*  
 No. 1121.  
 Dame Clara Boyd, of Valcartier, wife common as to  
 property of John Todd, heretofore of the same  
 place, but now of parts unknown, farmer, duly  
 authorized to ester en justice,  
 Plaintiff ;  
 vs  
 The said John Todd, heretofore of Valcartier, but  
 now of parts unknown, Defendant.  
 An action for separation as to bed and board  
 against the defendant has been instituted in this  
 case on the 2d September, 1911.  
 PENTLAND, STUART & BRODIE,  
 Attorneys for plaintiff.  
 Quebec, 7th September, 1911. 3564

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 No. 1934.  
 Maria Fréchette, of the city and district of Mon-  
 treal, wife of Zotique Gauthier, of the same city,  
 has, this day, taken an action for separation as to  
 property against her husband.  
 MONTY & DURANLEAU,  
 Attorneys for plaintiff.  
 Montreal, 2nd September, 1911. 3534

### Bankrupt Notices

#### *District of Rimouski.*

*In re* Georges Durette, Rimouski, Insolvent.  
 Notice is hereby given that, on the 30th of Sep-  
 tember, 1911, I was appointed curator to the pro-  
 perty of the said estate.  
 All persons having claims against the same are  
 requested to file them with me, duly attested on  
 oath, within thirty days from this date.

ED. LETENDRE,  
 Curator.  
 Rimouski, 30th September, 1911. 3738

Province of Quebec, }  
 District of Joliette. } *Superior Court.*  
 Re Sylvio Roch, pharmacist, of Saint Gabriel de  
 Brandon, Insolvent ;  
 and  
 J. A. Trothwood Richards, accountant, of Mon-  
 réal, Petitioner.  
 Notice is hereby given that the above named in-  
 solvent has, this day, made a judicial assignment  
 of his property for the benefit of his creditors, at  
 the office of the protonotaire of the superior court  
 for the district of Joliette, at Joliette, said district.  
 CHARTRAND & TURGEON,  
 Sub-provisional guardians.  
 Office of Chartrand & Turgeon,  
 55, Saint-François-Xavier, Montreal.  
 Joliette, 29th September, 1911. 3744

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 Dans l'affaire de James Whorton, Montréal.

Failli.

Avis est par le présent donné que le dit failli a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers au bureau du protonotaire, Montréal.

A. W. WILKS,

Député gardien provisoire.

Bureau de Wilks & Burnett,  
 Montréal, 3 octobre 1911.

3801

Province de Québec, }  
 District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*  
 No. 274.

*In re* Délina Morin, Requérante cession ;  
 et

P. Varvarezzo, commerçant, de Thetford Mines,  
 Insolvable.

Avis est par les présentes donné que, par ordre de cette cour, en date du vingt-neuf septembre dernier, 1911, j'ai été nommé curateur aux biens du dit insolvable qui a fait cession pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations devront être produites à mon bureau dans les trente jours de cette date.

ERNEST CARREAU,

Curateur.

Thetford Mines, 3 octobre 1911.

3783

Avis est par le présent donné que Richard Henry Scougall, de Québec, a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, le 30 septembre 1911.

3793

LEFAIVRE & LEFAIVRE,  
 Gardiens provisoires.

*District de Beauce.*

Dans l'affaire de N. Roy & Frères, Enfant Jésus,  
 Insolvables.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 29 septembre 1911, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

J. P. E. GAGNON,

Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,  
 Bâtisse de la Cie Richelieu.  
 Québec, 4 octobre 1911.

3789

*District de Montmagny.*

J. A. Bélanger, Montmagny, comté Montmagny, commerçant, a, le 28 septembre 1911, fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Montmagny, conformément à la loi.

J. P. E. GAGNON,

Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,  
 Bâtisse de la Cie du Richelieu.  
 Québec, 4 octobre 1911.

3787

*District de Kamouraska.*

J. Elisée Laforest, Fraserville, comté Kamouraska, marchand, a, le 3 octobre 1911, fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Kamouraska, conformément à la loi.

J. P. E. GAGNON,

Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,  
 Bâtisse de la Cie du Richelieu.  
 Québec, 4 octobre 1911.

3785

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of James Whorton, Montreal,

Insolvent.

Notice is hereby given that the said insolvent has, this day, made, in the prothonotary's office, in Montreal, a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors.

A. W. WILKS,

Deputy provisional guardian.

Office of Wilks & Burnett,  
 Montreal, 3rd October, 1911.

2802

Province of Quebec, }  
 District of Arthabaska. } *Superior Court.*  
 No. 274.

*In re* Delina Morin, Petitioner for assignment ;  
 and

P. Varvarezzo, trader, of the Thetford Mines,  
 Insolvent.

Notice is hereby given that, by order of the court, dated the twenty ninth day of September last, 1911, I was appointed curator to the property of the said insolvent who made an assignment for the benefit of his creditors.

Claims must be filed at my office within thirty days from this date.

ERNEST CARREAU,

Curator.

Thetford Mines, 3rd October, 1911.

3784

Notice is hereby given that Richard Henry Scougall, of Quebec, has made an abandonment of his assets for the benefit of his creditors, on the 30th September, 1911.

3794

LEFAIVRE & LEFAIVRE,  
 Provisional guardians.

*District of Beauce.*

In the matter of N. Roy & Frères, Enfant Jésus,  
 Insolvents.

In virtue of an order of the court, dated 29th September, 1911, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

J. P. E. GAGNON,

Curator.

Office : 44, Dalhousie street,  
 Richelieu & Ont. Nav. Co., Building.  
 Québec, 4th October, 1911.

3790

*District of Montmagny.*

J. A. Bélanger, Montmagny, Montmagny county, trader, has, on the 28th September, 1911, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Montmagny, according to law.

J. P. E. GAGNON,

Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,  
 Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.  
 Québec, 4th October, 1911.

3788

*District of Kamouraska.*

J. Elisée Laforest, Fraserville, Kamouraska county, merchant, has, on the 3rd of October, 1911, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Kamouraska, according to law.

J. P. E. GAGNON,

Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,  
 Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.  
 Québec, 4th October, 1911.

3786

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 Re C. C. Browne, Montréal, Failli.  
 Avis est par les présentes donné qu'un premier  
 et dernier bordereau de dividende a été préparé en  
 cette affaire et sera payable à mon bureau, 55, Saint-  
 François Xavier, Montréal, le ou après le 25 octobre  
 1911.  
 Toute contestation à ce bordereau de dividende  
 devra m'être produite dans les quinze jours du  
 présent avis.

PAUL LS. TURGEON,  
 Curateur.

Bureau de Chartrand & Turgeon,  
 55, rue Saint-François Xavier,  
 Montréal. 3791

Province de Québec, }  
 District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*  
 No 255.

Dans l'affaire de G. H. Rioux, hôtelier, de Drum-  
 mondville, Failli.  
 Un premier et dernier bordereau de dividende a  
 été préparé en cette affaire, et sera sujet à objec-  
 tion jusqu'au 24e jour d'octobre 1911, après lequel  
 jour le dividende sera payable à mon bureau.

NAPOLÉON ST. AMOUR,  
 Curateur.

11, Place d'Armes, Montréal.  
 Montréal, 7 octobre 1911. 3767

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure*

Dans l'affaire de Narcisse Breton, maître plombier,  
 Montréal, Failli.  
 Un premier et dernier bordereau de dividende a  
 été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection  
 jusqu'au 24e jour d'octobre 1911, après lequel  
 jour le dividende sera payable à mon bureau.

NAPOLÉON ST. AMOUR,  
 Curateur.

11, Place d'Armes, Montréal.  
 Montréal, 7 octobre 1911. 3765

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Alex. McCullough & Co., Mont-  
 réal, Faillis.  
 Avis est par le présent donné que les dits faillis  
 ont fait ce jour, un abandon judiciaire de leurs biens  
 pour le bénéfice de leurs créanciers au bureau du  
 protonotaire, Montréal.

A. W. WILKS,  
 Député gardien provisoire.

Bureau de Wilks & Burnett.  
 Montréal, 30 septembre 1911. 3735

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 Re C. C. Browne, Montreal, Insolvent.  
 Notice is hereby given that a first and final  
 dividend has been prepared in this matter and will  
 be payable at my office, 55, Saint-François Xavier,  
 Montreal, on or after the 25th of October, 1911.

Any contestation of said dividend must be filed  
 with me within 15 days of present notice.

PAUL LS. TURGEON,  
 Curator.

Office of Chartrand & Turgeon,  
 55, Saint François Xavier street,  
 Montreal. 3792

Province of Quebec, }  
 District of Arthabaska. } *Superior Court.*  
 No. 255.

In the matter of G. H. Rioux, hotelkeeper, of  
 Drummondville, Insolvent.  
 A first and final dividend sheet has been pre-  
 pared in this matter, which will be open to objec-  
 tion until the 24th day of October, 1911, after which  
 date the dividend will be payable at my office.

NAPOLÉON ST. AMOUR,  
 Curator.

11, Place d'Armes, Montreal.  
 Montreal, 7th October, 1911. 3768

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of Narcisse Breton, master plumber,  
 Montreal, Insolvent.  
 A first and final dividend sheet has been prepared  
 in this matter, which will be open to objection until  
 the 24th day of October, 1911, after which date  
 the dividend will be payable at my office.

NAPOLÉON ST. AMOUR,  
 Curator.

11, Place d'Armes, Montreal.  
 Montreal, 7th October, 1911. 3766

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of Alex. McCullough & Co., Mont-  
 real, Insolvents.  
 Notice is hereby given that the said insolvents  
 have, this day, made, in the prothonotary's office, in  
 Montreal, a judicial abandonment of their assets for  
 the benefit of their creditors.

A. W. WILKS,  
 Deputy provisional guardian.

Office of Wilks & Burnett.  
 Montreal, 30th September, 1911. 3736

Ventes par le Shérif—Beauce

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les  
 TERRES et HERITAGES sous-mentionnés  
 ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux  
 respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—District de Beauce.*

Beauce, à savoir : } NAPOLÉON BUTEAU,  
 No 255. } Demandeur; contre LA  
 SOCIETE DE BEURRERIE ET DE FROMA-  
 GERIE DU VILLAGE DE SAINT-HONORE,  
 Défenderesse.

Une fabrique de beurre et de fromage sise et si-  
 tuée sur la partie du lot numéro dix-huit A (18 A),  
 du rang huit, canton de Shenley Sud, district de  
 Beauce—avec tous les appareils, ustensils de toutes  
 sortes destinés à l'exploitation de la dite fabri-  
 que et qui s'y trouvent actuellement, à l'exception  
 du terrain sur lequel cette dite fabrique est cons-  
 truite.

Sheriff's Sales—Beauce

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the un-  
 der mentioned LANDS and TENEMENTS  
 have been seized, and will be sold at the respectiv  
 times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Beauce.*

Beauce, to wit : } NAPOLÉON BUTEAU, Plain-  
 No. 255. } tiff; against LA SOCIETE  
 DE BEURRERIE ET DE FROMAGERIE DU  
 VILLAGE DE SAINT-HONORE, Defendant.

A butter and cheese factory being and situate on  
 part of lot number eighteen A (18 A), of range  
 eight, township of South Shenley, district of Beauce  
 —with all the apparatus, utensils of all kinds used  
 in the working of the said factory and which are  
 actually there, with the exception of the lot on  
 which the said factory is built.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint Honoré de Shenley, le SEPTIEME jour de NOVEMBRE prochain, 1911, à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER.

Bureau du shérif, Shérif.  
Saint-Joseph, Beauce, 3 octobre 1911. 3747  
[Première publication, 7 octobre 1911.]

To be sold at the church door of the parish of Saint Honoré de Shenley, on the SEVENTH day of NOVEMBER next, 1911, at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Saint Joseph, Beauce, 3rd October, 1911. 3748  
[First published, 7th October, 1911.]

### Ventes par le Shérif—Beauharnois

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour de Circuit, dans et pour le comté de Châteauguay.*

Province de Québec, } ARMAND JEAN-  
District de Beauharnois. } A NEAU, Deman-  
No 405. } deur; vs CANDIDE  
VINETTE, Défendeur.

Comme appartenant au défendeur :

Un emplacement ayant front sur la rue du Dépôt, dans cette partie du village de Sainte-Martine appelée Primeauville, et connu et désigné comme étant le No 12, de la subdivision officielle du lot No 310, des plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de Sainte-Martine, dans le comté de Châteauguay—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Martine, dans le comté de Châteauguay, SAMEDI, le ONZIEME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

JEAN BTE. D'AMOUR,

Bureau du shérif, Shérif.  
Salaberry de Valleyfield, 2 octobre 1911. 3753  
[Première publication, 7 octobre 1911.]

### Sheriff's Sales—Beauharnois

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Circuit Court, in and for the county of Chateauguay.*

Province of Quebec, } ARMAND JEAN-  
District of Beauharnois. } A NEAU, Plaintiff;  
No. 405. } vs CANDIDE VI-  
NETTE, Defendant.

As belonging to the defendant :

An emplacement fronting on Depot street, in that part of the village of Sainte Martine, called Primeauville, and known and designated as being the No. 12, of the official subdivision of lot No. 310, of the official plan and book of reference for the parish of Sainte Martine, in the county of Chateauguay—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Sainte Martine, in the county of Chateauguay, on SATURDAY, the ELEVENTH day of NOVEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JEAN-BTE D'AMOUR,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Salaberry de Valleyfield, 2nd October, 1911. 3754  
[First published, 7th October, 1911.]

### Ventes par le Shérif—Chicoutimi

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } LE CREDIT FONCIER  
No 554. } FRANCO-CANADIEN ;  
contre MERON BOUCHARD, de Saint-Bruno.

Une terre sise et située en la paroisse de Saint-Bruno, étant et comprenant la juste moitié nord du lot numéro douze, des plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le septième rang du canton Labarre, de la contenance de cinquante-deux acres en superficie, et borné comme suit : en front vers l'ouest au sixième rang, en arrière vers l'est au huitième rang ; joignant au sud à la moitié sud du même lot appartenant à Méron Bouchard, et au nord au numéro treize—avec ensemble les bâtisses y érigées, appartenances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de Saint-Bruno, le SEPTIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

EDM. SAVARD

Bureau du shérif, Shérif.  
Chicoutimi, 2 octobre 1911. 3763  
[Première publication, 7 octobre 1911.]

### Sheriff's Sales—Chicoutimi

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } LE CREDIT - FONCIER  
No. 554. } FRANCO-CANADIEN ;  
against MERON BOUCHARD, of Saint-Bruno.

A farm lying and situate in the parish of Saint-Bruno, being and comprising the exact north half of lot number twelve, on the official plan and book of reference of the cadastre for the seventh range of the township Labarre, containing fifty two acres in superficies, and bounded as follows : in front towards the west by the sixth range, in the rear towards the east by the eighth range ; adjoining on the south the south half of the same lot belonging to Méron Bouchard, and on the north the number thirteen— together with the buildings erected thereon, appurtenances and dependencies.

To be sold at the church door of Saint-Bruno, on the SEVENTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

EDM. SAVARD,

Sheriff's office, Sheriff.  
Chicoutimi, 2nd October, 1911. 3764  
[First published, 7th October, 1911.]

## MANDAT DU CURATEUR.

Chicoutimi, à savoir : } EDMOND EAVES,  
No 2878. } LIMITED, Montréal ;  
contre LAURENT HUDON, de Hébertville Sta-  
tion, failli, et Lefavre & Lefavre, curateurs.

Un terrain ou emplacement situé en le village de Hébertville Station, mesurant soixante-neuf pieds de largeur sur cent treize pieds de profondeur, faisant partie de l'immeuble connu et désigné sous le numéro sept A, du cadastre officiel pour le deuxième rang ouest du canton de Labarre ; borné en front vers l'est au chemin Alma, en arrière à la profondeur au terrain de Joseph Dufour, joignant au sud à la rue qui s'y trouve, et au nord au terrain de Médard Tremblay—avec les bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de Hébertville Station, le SEPTIEME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

EDM. SAVARD,

Bureau du shérif, Shérif.  
Chicoutimi, 3 octobre 1911. 3795  
[Première publication, 7 octobre 1911.]

## Ventes par le Shérif—Montréal

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour Supérieure. — District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } JOSEPH LEDUC, De-  
No. 1836 } mandeur ; vs JOSEPH  
A. FRANCEUR, Défendeur.

Un emplacement formant l'encoignure des rues Aqueduc et Barré, en la dite cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro douze cent quarante-huit, aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Anne—avec toutes les bâtisses dessus érigées et avec droit au mur mitoyen situé en arrière de la bâtisse.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le NEUVIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Montréal, 2 octobre 1911. 3745  
[Première publication, 7 octobre 1911.]

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure. — District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } THOMAS HANLEY, De-  
No 2978. } mandeur, ès-qual. ; contre  
DANIEL FLYNN, Défendeur, ès qual.

Un lot de terre sis et situé dans la ville de Maisonneuve, district de Montréal, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, sous le numéro dix-huit, de la subdivision officielle du lot numéro cinquante-quatre ; borné en front par la rue Bourbonnière—avec bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le NEUVIEME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.  
Montréal, 4 octobre 1911. 3797  
[Première publication, 7 octobre 1911.]

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour Supérieure. — District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } PALMIRE PELLETIER,  
No 4431. } fille majeure, Deman-  
deresse ; contre HENRI BAUDET, Défendeur.

## CURATOR'S WARRANT.

Chicoutimi, to wit : } EDMOND EAVES,  
No. 2878. } LIMITED, Montreal ;  
against LAURENT HUDON, of Hébertville Sta-  
tion, insolvent, and Lefavre & Lefavre, curators.

A lot of land or emplacement situate in the village of Hébertville Station, measuring sixty nine feet in width by one hundred and thirteen feet in depth, forming part of the immoveable known and designated under the number seven A, of the official cadastre for the second western range of the township of Labarre ; bounded in front towards the east by the Alma road, in the rear on the depth by the land of Joseph Dufour, adjoining on the south the street there existing, and on the north the land of Médard Tremblay—with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

To be sold at the church door of Hébertville Station, on the SEVENTH day of NOVEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

EDM. SAVARD,

Sheriff's office, Sheriff.  
Chicoutimi, 3rd October, 1911. 3796  
[First published, 7th October, 1911.]

## Sheriff's Sales—Montreal

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court. — District of Montreal.*

Montreal, to wit : } JOSEPH LEDUC, Plaintiff ;  
No. 1836. } vs JOSEPH A. FRAN-  
CŒUR, Defendant.

An emplacement forming the corner of Aqueduc and Barre streets, in the city of Montreal, known and designated under number twelve hundred and forty eight, on the official plan and book of reference of Saint Ann's ward—with all the buildings thereon erected and with right in the mitoyen wall situate in the rear of the building.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Montreal, 2nd October, 1911. 3746  
[First published, 7th October, 1911.]

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court. — District of Montreal.*

Montreal, to wit : } THOMAS HANLEY, Plain-  
No. 2978. } tiff, es-qual. ; against DA-  
NIEL FLYNN, Defendant, es-qual.

A lot of land being and situate in the town of Maisonneuve, district of Montreal, known and designated on the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, under the number eighteen, of the official subdivision of lot number fifty four ; bounded in front by Bourbonnière street—with buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINTH day of NOVEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.  
Montreal, 4th October, 1911. 3798  
[First published, 7th October, 1911.]

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court. — District of Montreal.*

Montreal, to wit : } PALMIRE PELLETIER,  
No. 4431. } spinster, Plaintiff ; against  
HENRI BAUDET, Defendant.

Un lot de terre—avec bâtisses y érigées, circonstances et dépendances, situé sur le côté nord-est de la Deuxième Avenue, à Viauville, dans la ville de Maisonneuve, près de Montréal, connu et désigné sous le numéro six cent douze, de la subdivision officielle du lot originaire numéro un (1-612) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelega, contenant vingt-cinq pieds de largeur par cent pieds de profondeur, et une lisière de terre adjacente au lot de terre ci-dessus désigné, contenant neuf pouces de largeur par cinquante pieds de profondeur, faisant partie du lot de terre portant le numéro six cent onze, de la dite subdivision du dit lot originaire numéro un (p. 1-611), tenant devant, au sud-ouest et du côté sud-est au surplus du dit lot numéro six cent onze, derrière, au nord-est à la ruelle portant le numéro six cent un, de la dite subdivision du dit lot originaire numéro un (1-601), et du côté nord-ouest au susdit numéro six cent douze.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le DIX-NEUVIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.  
Montréal, 12 septembre 1911. 3601.2  
[Première publication, 16 septembre 1911.]

### Ventes par le Shérif—Ottawa

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour de Circuit—District d'Ottawa.*

Ottawa, à savoir : } **M**ASSEY HARRIS CO.,  
No 8117. } LTD, Demanderesse ; vs  
**F**RANCIS ETHIER, Défendeur, à avoir :

Lot numéro treize (13), dans le quatrième rang du canton de Lytton, dans le district d'Ottawa—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement, dans la cité de Hull, le SEPTIÈME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

C. M. WRIGHT,

Bureau du shérif, Shérif.  
Hull, 3 octobre 1911, 3799  
[Première publication, 7 octobre 1911.]

### Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**MANDAT DE CURATEUR.**

*Cour Supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.*  
Saint-Hyacinthe, à savoir : } **I**N RE J. O. HUARD,  
No. 28. } requérant cession ;  
contre **H**ENRI MASSE, débiteur cédant, et **F.**  
**D**UGAL et **R.** MORIN, curateurs conjoints.

Un immeuble situé au village de Saint-Joseph de Saint-Hyacinthe-le-Confesseur, mesurant quatre-vingt-quinze pieds par cent quarante pieds, connu et désigné comme étant les lots cent quatorze (114) et cent quinze (115), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Hyacinthe-le-Confesseur, dont est détaché le dit village Saint-Joseph—avec boulangerie et autres bâtisses y érigées.

A lot of land—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, situate on the north east side of Second Avenue, at Viauville, in the town of Maisonneuve, near Montreal, known and designated under number six hundred and twelve, of the official subdivision of primitive lot number one (1-612), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelega, containing twenty five feet in width by one hundred feet in depth, and a strip of land adjacent to the lot hereinabove designated, containing nine inches in width by fifty feet in depth, forming part of the lot of land bearing the number six hundred and eleven, of the said subdivision of said lot number one (p. 1-611), adjoining in front on the south west and north east side, the surplus of said lot number six hundred and eleven, in the rear, on the north east the lane bearing number six hundred and one, of the said subdivision of said primitive lot number one (1-601), and on the north west the aforesaid number six hundred and twelve.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINETEENTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.  
Montreal, 12th September, 1911. 3602  
[First published, 16th September, 1911.]

### Sheriff's Sales—Ottawa

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Circuit Court—District of Ottawa.*

Ottawa, to wit : } **M**ASSEY HARRIS CO., LTD,  
No. 8117. } Plaintiff ; vs **F**RANCIS  
**E**THIER, Defendant, to wit :

Lot number thirteen (13), in the fourth range of the township of Lytton, in the district of Ottawa—with the buildings thereon erected.

To be sold at the registry office, in the city of Hull, on the SEVENTH day of NOVEMBER NEXT, at TEN of the clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,

Sheriff's office, Sheriff.  
Hull, 3d October, 1911. 3800  
[First published, 7th October, 1911.]

### Sheriff's Sales—St. Hyacinth

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

**CURATOR'S WARRANT.**

*Superior Court.—District of Saint-Hyacinth.*

Saint-Hyacinth, to wit : } **I**N RE J. O. HUARD,  
No. 28. } petitioner for assign-  
ment ; against **H**ENRI MASSE, debtor-assignor,  
and **F.** DUGAL and **R.** MORIN, joint curators.

A piece of ground situate in the village of Saint-Joseph of Saint-Hyacinthe-le-Confesseur, measuring ninety five feet by one hundred and forty feet, known and designated as being lots one hundred and fourteen (114) and one hundred and fifteen (115), on the official plan and book of reference of the parish of Saint-Hyacinthe-le-Confesseur, of which said village of Saint-Joseph is detached—with a baker's shop and other buildings thereon erected.

Pour être vendu à la porte de l'église de la Cathédrale, en la cité de Saint-Hyacinthe, le DIX-SEPTIEME jour d'OCTOBRE prochain (1911), à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. L. CORMIER,  
Bureau du shérif, Shérif,  
Saint-Hyacinthe, 14 septembre 1911, 3611-2  
[Première publication, 16 septembre 1911.]

To be sold at the church door of the Cathedral, in the city of Saint Hyacinth, on the SEVENTEENTH day of OCTOBER next (1911), at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. L. CORMIER,  
Sheriff's Office, Sheriff,  
Saint Hyacinth, 14th September, 1911. 3612  
[First published, 16th September, 1911].

### Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que plus bas mentionné.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.  
*Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.*  
Trois-Rivières, à savoir : } JOSEPH TROTTIER,  
No 319. } Demandeur ; contre  
CASIMIR NAULT ET AL, conjointement et solidairement. Défendeurs

Comme appartenant à Casimir Nault, un des défendeurs solidaires :

Un emplacement situé en la paroisse de Saint-Adelphe, étant une partie du lot numéro sept cent vingt et un (721), du cadastre d'enregistrement de la paroisse de Saint-Stanislas, mesurant cinquante pieds de front sur cent pieds de profondeur, mesure anglaise ; borné en front par le chemin public, en profondeur et du côté est par Amédée Roberge, et du côté ouest par Lepage et Bordeleau—avec bâtisses et dépendances dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Adelphe, le DIX-SEPTIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,  
Bureau du shérif, Shérif,  
Trois-Rivières, 13 septembre 1911. 3613-2  
[Première publication, 16 septembre 1911].

### Avis du Gouvernement

Québec, 28 septembre 1911.

Avis est par le présent donné que la compagnie appelée "Compagnie d'Aqueduc du village de Lotbinière" devant être conduite conformément à l'article 6141 des S. R. P. Q., 1909, section VII, intitulée "Des Compagnies pour le gaz et l'eau" s'est conformée aux formalités prescrites par la loi.

JOS. DUMONT,  
3807 Sous-secrétaire de la province.

### Avis Divers

Province de Québec, }  
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*  
No 300.  
Dame Adeline Sylvestre, épouse commune en biens de Hubert Vallières, Fils, commerçant, de la ville d'Arthabaska, Demanderesse ;

vs  
Le dit Hubert Vallières, Fils, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour.

PERRAULT & PERRAULT,  
Procureurs de la demanderesse.  
Daté ce 5 octobre 1911. 3803

### Sheriff's Sales—Three Rivers

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.  
*Superior Court.—District of Three Rivers.*  
Three Rivers, to wit : } JOSEPH TROTTIER,  
No 319. } Plaintiff ; against CASIMIR NAULT ET AL, jointly and severally, Defendants.

As belonging to Casimir Nault, one of the joint and several defendants :

An emplacement situate in the parish of Saint Adelphe, being a part of lot number seven hundred and twenty one (721), of the registration cadastre of the parish of Saint Stanislas, measuring fifty feet in front by one hundred feet in depth, english measure ; bounded in front by the public road, in depth and on the east side by Amédée Roberge, and on the west side by Lepage & Bordeleau—with buildings and dependencies erected thereon.

To be sold at the church door of the parish of Saint Adelphe, on the SEVENTEENTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,  
Sheriff's Office, Sheriff,  
Three-Rivers, 13th September, 1911. 3614  
[First published, 16th September, 1911].

### Government Notice

Quebec, 28th September, 1911.

Notice is hereby given that the company called "Compagnie d'Aqueduc du village de Lotbinière" to be carried on in conformity with article 6141 of the R. S. P. Q., 1909, section VII, entitled "Gas and Water Companies" has complied with the formalities prescribed by law.

JOS. DUMONT,  
3808 Deputy Provincial Secretary.

### Miscellaneous Notices

Province of Québec, }  
District of Arthabaska. } *Superior Court.*  
No. 300.  
Dame Adeline Sylvestre, wife common as to property of Hubert Vallières, Fils, trader, of the town of Arthabaska, Plaintiff ;

vs  
The said Hubert Vallières, Fils, Defendant.  
An action for separation as to property has been instituted, this day.

PERRAULT & PERRAULT,  
Attorneys for plaintiff.  
Dated 5th October, 1911. 3804

## Avis de Faillites

Province de Québec, }  
 District de Trois-Rivières, } *Cour Supérieure.*  
*In re Brunelle & Héroux, Saint-Boniface de*  
*Shawinigan, Insolubles.*  
 Avis est donné par les présentes que, le 4ième  
 jour d'octobre 1911, par ordonnance de la cour,  
 j'ai été nommé curateur aux biens des dits faillis.  
 Les réclamations assermentées doivent être pro-  
 duites à mon bureau sous un mois de cette date.  
**VINCENT LAMARRE,**  
 Curateur.  
 Bureau : 408, Edifice "Power".  
 Montréal, 5 octobre 1911. 3805

## Bankrupt Notices

Province of Quebec, }  
 District of Three Rivers, } *Superior Court.*  
*In re Brunelle & Héroux, Saint Boniface de*  
*Shawinigan, Insolvents.*  
 Notice is hereby given that, on the 4th day of  
 October, 1911, by order of this court, I have been  
 appointed curator to this estate.  
 Sworn claims must be filed at my office within  
 one month from this date.  
**VINCENT LAMARRE,**  
 Curator.  
 Office : 408, "Power" Bldg.  
 Montreal, 5th October, 1911. 3806

Index de la Gazette Officielle de  
Québec No 40.ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—ACTIONS  
FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :

Dme Dufur vs Brown..... 1773  
 " Gauthier vs Paquin..... 1778  
 " Greenberg vs Darwin..... 1773  
 " Maloney vs Mahoney..... 1773  
 " Masurel vs Mathen..... 1772

ACTION EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :—  
Dme Boyd vs Todd, 1774.ANNONCEURS :—Avis aux :—Concernant avis, etc.,  
1761.ARRÊTÉ EN CONSEIL :— Permis d'exploitation,  
1765.ASSEMBLÉE ANNUELLE :—The Levis County Rail-  
way Coy, 1772.ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE :— Quebec Cen-  
tral Railway Coy, 1772.ASSOCIATION LICENCIÉE :—The St. George's Society  
of Quebec, 1765.AVIS :— Compagnie d'Aqueduc du village de Lot-  
binière, 1780.BILLS PRIVÉS, PARLEMENT FÉDÉRAL. — Avis au  
sujet des :—Chambre des Communes, 1763.BILLS PRIVÉS, P. Q. :—Avis au sujet des :—  
Assemblée législative, 1769 ; Conseil législatif,  
1768.COMPAGNIE DISSOUE :— Terra Nova Mines, ltd,  
1765.

## DÉPUTÉ ÉLU :—District électoral de Lévis, 1761.

ERRATUM :—The Montreal Vehicular Traffic Asso-  
ciation, inc., au lieu de The Montreal Vehi-  
cular Traffic Coy, 1772.

## FAILLIS :—INSOLVENTS :

Bélanger..... 1781  
 Breton..... 1776  
 Brunelle & Héroux..... 1780  
 Durette..... 1774  
 Lafortest..... 1775  
 McCullough & Co..... 1776

Index of the Quebec Official  
Gazette, No. 40.ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :— ACTIONS  
FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :

Dme Milot vs Vézina..... 1772  
 " Petit vs Roberge..... 1773  
 " Roy vs Lachance..... 1773  
 " Sylvestre vs Valières, fils..... 1780  
 " Smith vs Parr..... 1773

ACTION IN SEPARATION AS TO BED AND BOARD :—  
Dme Boyd vs Todd, 1774.ADVERTISERS :—Notice to :— Respecting notices,  
etc, 1761.

## ORDER IN COUNCIL :—Mining Licenses, 1765.

ANNUAL MEETING :—The Levis County Railway  
Coy, 1772.ANNUAL GENERAL MEETING :— Quebec Central  
Railway Coy, 1772.ASSOCIATION LICENSED :— The St. George's Society  
of Quebec, 1765.NOTICE :—Compagnie d'Aqueduc du village de Lot-  
binière, 1780.PRIVATE BILLS, FEDERAL PARLIAMENT :— Notice  
respecting the :—House of Commons, 1763.PRIVATE BILLS P. Q. :—Notices respecting the :—  
Legislative Assembly, 1769 ; Legislative Coun-  
cil, 1768.COMPANY DISSOLVED :— Terra Nova Mines, ltd.,  
1765.MEMBER ELECTED :— Electoral district of Levis,  
1761.ERRATUM :—The Montreal Vehicular Traffic Asso-  
ciation, inc., instead of The Montreal Vehi-  
cular Coy, 1772.

## FAILLIS —INSOLVENTS

Rioux..... 1776  
 Roch..... 1774  
 Roy & Frères..... 1775  
 Scougall..... 1775  
 Varvaresso..... 1775  
 Whorton..... 1776

## LETTRES PATENTES :—

Fit-Rite Tailoring Ltd..... 1766  
Frisco Soda Water Coy..... 1765

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE ANNEXÉE OU ÉRIGÉE :—  
Causapscal et Saint-Benoit Labre à Saint-Edmond, 1764 ; Maddington à Sainte-Anne du Sault, 1765 ; Saint-Rémi d'Amherst à Addington, 1765.

NOMINATIONS :— Commissaires d'écoles :— Saint-André, 1762 ; Sainte-Clothilde de Horton, 1763 ; Saint-Adalbert, 1762.

Cour des Commissaires :— N.-D. de la Magdeleine de Laprairie, 1762.

Estimateurs :—Saints-Anges de Lachine, 1761 ; Présentation de la Sainte-Vierge de Dorval, 1762.

Juges de Paix :—Montréal, 1762 ; Montmagny, 1762 ; Rimouski, 1762.

Syndic d'écoles :—Saint-Lazare, 1762.

NOTAIRE, MINUTES DE, DEMANDE DE TRANSFERT :—  
Par J. B. Gendreau, 1765.

PROCLAMATION :— Convocation des Chambres, 1763.

## VENTES PAR LES SHERIFFS :

BEAUCE :—Buteau vs La Société de Beurre et de Fromagerie du village de Saint-Honoré, 1776.

BEAUHARNOIS :—Jeanneau vs Vinette, 1777.

CHICOUTIMI :—Le Crédit Foncier Franco-Canadien vs Bouchard, 1777 ; Eaves vs Hudon, 1778.

MONTRÉAL :—Hanley vs Flynn, 1778 ; Leduc vs Francoeur, 1778 ; Pelletier (Dme) vs Beaudet, 1778.

SAINT-HYACINTHE :—Masse, failli, 1779.

TROIS RIVIÈRES :—Trottier vs Nault et al, 1779.

## LETTRES PATENTES :—

Nationoscope, Ltée .... 1767

SCHOOL MUNICIPALITY ANNEXED OR ERECTED :—  
Causapscal and Saint Benoit Labre to Saint Edmond, 1764 ; Maddington to Sainte Anne du Sault, 1765 ; Saint Remi d'Amherst to Addington, 1765.

APPOINTMENTS :— School Commissioners :— Saint An ré, 1763 ; Sainte Clothilde de Horton, 1762 ; Saint Adalbert, 1762.

Commissioners Court :—N. D de la Magdeleine de la Prairie, 1762.

Valuators :—Saints Anges de Lachine, 1761 ; Présentation de la Sainte Vierge de Dorval, 1762.

Justices of the Peace :—Montreal, 1762 ; Montmagny, 1762 ; Rimouski, 1762.

School Trustee :—Saint Lazare, 1762.

NOTARIAL MINUTES, APPLICATION FOR TRANSFER :—  
By J. B. Gendreau, 1765.

PROCLAMATION :— Parliament convoked, 1763.

## SHERIFFS' SALES :

BEAUCE :—Buteau vs La Société de Beurre et de Fromagerie du village de Saint Honoré, 1776.

BEAUHARNOIS :—Jeanneau vs Vinette, 1777.

CHICOUTIMI :—Le Crédit Foncier Franco-Canadien vs Bouchard, 1777 ; Eaves vs Hudon, 1778.

MONTREAL :—Hanley vs Flynn, 1778 ; Leduc vs Francoeur, 1778 ; Pelletier (Dme) vs Beaudet, 1778.

SAINT HYACINTH :—Masse, insolvent, 1779.

THREE RIVERS :—Trottier vs Nault et al, 1779.